

ALLEMAND

ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS

EPREUVE À OPTION : ECRIT

Brigitte LESTRADE, Marcel TAMBARIN

Coefficient : 3 ; durée : 6 heures

63 candidats se sont présentés à l'épreuve écrite d'allemand du concours 2013, soit deux de plus que l'année précédente. Avec une moyenne générale de 9,36 contre 8,39 en 2012, les résultats de l'écrit sont en hausse de près d'un point cette année. Les notes des copies se répartissent entre 0 (copie blanche) et 19 sur 20. 27 copies ont obtenu une note égale ou supérieure à 10, dont 10 supérieures à 15. Le nombre de copies faibles a quant à lui nettement diminué puisque l'on ne compte plus que 15 copies avec des notes égales ou inférieures à 5 sur 20 (19 en 2012). L'écart-type est de 4,57 (4,70 en 2012).

Le dossier proposé cette année portait sur l'Allemagne et l'Europe, respectivement sur l'Allemagne et l'Union Européenne. Outre un extrait de la préface de *Deutschland. Ein Wintermärchen*, dans lequel Heine exposait en 1844 sa vision très personnelle de ce que pourrait être une « domination universelle » de l'Allemagne, il comportait cinq documents publiés entre 2001 et 2012, et majoritairement même entre 2010 et 2012. Le premier document (*Wie viel Europa darf es sein?*) fournissait les principaux éléments de réflexion, voire toute une problématique, en montrant comment l'Allemagne, après 40 ans de symbiose avec l'Europe, pouvait se trouver aujourd'hui tentée de faire cavalier seul pour devenir une sorte de grande Suisse, certes ouverte économiquement à l'Europe, mais politiquement désengagée. Le second document, un texte universitaire qui retraçait l'évolution de *l'idée européenne* du Moyen Âge à la Deuxième Guerre mondiale, permettait de replacer le sujet dans une perspective historique et de voir comment les enjeux des divers projets européens avaient évolué, depuis les motivations stratégiques initiales jusqu'aux aspirations fédéralistes des mouvements politiques du XX^{ème} siècle, en passant par des mobiles d'ordre économique. Venaient ensuite deux articles d'actualité qui apportaient une lecture sinon plus partielle, du moins plus tranchée de la question européenne telle qu'elle se pose en ce moment : l'un (*Sündenbock Deutschland*, tiré de l'hebdomadaire *The European*) pointait le dilemme européen d'une Allemagne dont on attend beaucoup tout en redoutant paradoxalement et la puissance et l'inaction, l'autre (*Fischer will Diktatur der EU*, provenant du *World Socialist Web Site*) dénonçant à travers les thèses de Joschka Fischer la dictature des élites financières et de la bureaucratie européenne sur les politiques nationales. Le dossier se terminait par les réflexions exposées par Habermas dans une conférence de 2001 (*Warum braucht Europa eine Verfassung?*) pour défendre un projet constitutionnel européen fédéraliste, opposant à une Europe libérale fondée sur les marchés dérégulés la vision d'une Europe des citoyens, donc démocratiquement légitimée. Notons à ce propos que certaines copies, heureusement minoritaires, se dispensent encore de présenter les textes dans l'introduction, ou se contentent de les lister simplement. Or cette présentation, qui doit certes rester succincte, est l'occasion de synthétiser les textes et d'en faire ressortir les convergences et les divergences, en dégagant déjà les liens qu'ils entretiennent et donc d'en déduire la problématique qui sera le point de départ du plan suivi.

Le sujet a manifestement inspiré les candidats qui, à de très rares exceptions près, ont gratifié les correcteurs de copies prolixes. Beaucoup dépassant les quinze pages, et certaines approchant même les vingt pages, on ne saurait que trop recommander de soigner autant l'expression que l'écriture, c'est-à-dire la graphie, dans une épreuve dans laquelle la langue constitue un critère d'appréciation incontournable. Il vaut donc mieux prendre la peine de se relire et de se corriger, quitte à se limiter, plutôt que de rendre une copie où les désinences sont fautives ou illisibles, où des mots redondants n'ont pas été éliminés après une reformulation, tandis que d'autres, aussi importants que le verbe,

manquent tout bonnement. Sans vouloir ici lister les fautes, on se contentera de rappeler que les plus basiques d'entre elles (à l'exemple de ce « *angebotet* » en guise de participe), de même que celles que la simple lecture des documents permet de corriger (comme *funktionieren*, qui apparaissait pourtant dès le premier texte, et pourtant souvent écrit avec deux n) frapperont d'autant plus les correcteurs qu'ils ne s'attendent plus à les trouver à ce niveau.

Mais l'essentiel est bien que le sujet n'a pris personne au dépourvu, bien au contraire, et que les candidats ont pu et su mobiliser des connaissances multiples pour l'aborder, comme en témoigne aussi la grande variété des phrases d'attaque, que les candidats n'ont pas été en peine de trouver en puisant qui dans la culture (Kant, Fichte, Zweig, etc.), qui dans l'actualité (la rencontre entre F. Hollande et A. Merkel, l'anniversaire du Traité de l'Élysée, le discours sur l'Europe du président Gauck, etc.). Rappelons cependant à cet égard que s'il est tout à fait bienvenu d'illustrer son propos par une citation qui vient l'appuyer en plus de celles qu'offrent les textes du dossier, il est parfaitement inutile, voire contre-productif, de faire étalage de savoir et de refaire par exemple toute l'histoire de l'Allemagne depuis le congrès de Vienne ! Une telle pratique qui ne sert finalement qu'au remplissage ne peut que desservir la copie. La remarque s'applique du reste tout autant à l'exploitation des textes, dont il ne s'agit pas de recopier des lignes et des lignes, en y ajoutant parfois des fautes, qui pis est, ou encore en oubliant les guillemets - ce qui ne saurait abuser les correcteurs.

Le sujet étant aisément identifiable et le terrain déjà bien défriché par le premier texte, il n'était guère difficile d'amorcer une réflexion en se demandant par exemple simplement quelle était la place et le rôle de l'Allemagne en Europe. On pouvait bien sûr, pour commencer, se contenter de décliner les réponses à cette question au fil du temps, ce qui pouvait même fournir une ébauche de plan, à laquelle certaines copies se sont d'ailleurs limitées. Mais une simple question ne faisant pas une problématique, l'on gagnait à pousser le questionnement en croisant les regards, c'est-à-dire en considérant le regard allemand sur l'Europe aussi bien que le regard européen sur l'Allemagne, en s'interrogeant à la fois sur rôle de l'Allemagne en Europe et sur le rôle de l'Europe pour l'Allemagne. En dédoublant ainsi la question initiale (Quelle Allemagne pour l'Europe ? Quelle Europe pour l'Allemagne ?) et en abordant ces deux questions à la fois du point de vue de l'Allemagne et du point de vue de ses voisins européens, on se trouvait à même de cerner les enjeux d'une question dont les différentes facettes apparaissaient d'autant mieux que l'on croisait également les angles d'attaque (économie et politique, citoyens et technostructures, solidarité européenne et intérêt national, etc).

Comme cela a encore été répété dans le rapport précédent, auquel nous renvoyons pour les principales remarques d'ordre méthodologique, les plans suivis pouvaient être chronologiques ou analytiques, ou combiner les deux approches, du moment qu'ils étaient cohérents et que l'équilibre des parties était respecté. Tel candidat a ainsi choisi de montrer comment l'Allemagne s'est d'abord faite contre l'Europe, puis avec l'Europe, avant de se demander si la crise actuelle n'inversait pas à nouveau la tendance. Tel autre est parti de la construction européenne au service de la paix, qui a permis à l'Allemagne de retrouver puissance et influence, qui une fois recouvrées remettent toutefois en cause l'équilibre européen. On pouvait également partir de l'opposition déjà pointée par Thomas Mann en 1953 entre une Europe allemande et une Allemagne européenne pour montrer que l'Allemagne doit trouver sa place dans une Europe qui doit elle-même décider du rôle qu'elle veut voir jouer à l'Allemagne. On pouvait encore partir du constat de l'interdépendance de l'Allemagne et de l'Europe pour montrer que l'Allemagne peut difficilement se définir sans l'Europe, de sorte que la crise de l'Europe est aussi une crise de l'Allemagne et que nulle solution ne saurait être trouvée pour l'une sans solution pour l'autre... Mais il fallait dans tous les cas annoncer clairement le plan qui serait suivi. Si presque tous les candidats se sont pliés à cet exercice obligé de l'introduction, certains ont toutefois poussé exagérément loin le souci de clarté, soit en numérotant les parties, soit en refaisant au début de chaque partie du développement une annonce détaillée de plan en trois sous-parties, là où une transition explicite aurait amplement suffi.

Pour familier qu'il ait pu paraître, le sujet ne devait toutefois pas dispenser d'identifier et de contextualiser les documents, c'est-à-dire de voir qui en était l'auteur et quelle en était la source, quand ils avaient été écrits et dans quelle intention. Ce travail préliminaire impliquait de ne pas se

tromper déjà sur la nature des textes : pourquoi parler de « journal » quand la source indique « *Magazin* », de « livre » quand il s'agit d'un « mémo » ou d'un document de travail, ou inversement d'article quand il s'agit bien d'un livre. – sans parler des confusions grossières sur l'identité de l'auteur, qui transforment en *Professor* une *Professorin* pourtant clairement signalée? L'exercice nécessitant de confronter les documents, il implique de les mettre en perspective et par conséquent de tenir compte des changements de contexte, mais en fonction de la spécificité et de la portée des documents: on ne pouvait ainsi ignorer les effets de la crise économique de 2008 pour analyser les points de vue exprimés dans les textes de 2010 ou de 2012, alors qu'inversement on devait comprendre à la lecture du second texte que la question de l'équilibre européen s'est posée de tout temps, tout comme la conférence de Habermas montrait bien que la crise actuelle de l'Europe est loin de n'avoir qu'une origine économique et que la solution est fondamentalement d'ordre politique.

Parmi les écueils à éviter, on signalera qu'il faut se méfier d'une lecture superficielle, donc simplificatrice, des textes. En partant d'une lecture incomplète, on peut non seulement se fourvoyer sur la position défendue par l'auteur, mais se priver d'une amorce d'analyse, comme l'ont fait par exemple les candidats qui dans le troisième texte ont seulement lu qu'Angela Merkel « trône au-dessus de l'Europe » sans tenir compte de la phrase suivante (« C'est du moins perçu ainsi »), qui relativisait la première en évoquant au moins la possibilité d'une divergence entre la réalité et sa perception aussi bien en Allemagne qu'en Europe. Il était ainsi également hasardeux de ne voir dans le cinquième texte et ses attaques contre Joschka Fischer qu'une critique *ad hominem* ou même de la seule Allemagne, alors qu'il s'agissait d'une critique marxiste des élites financières, et donc d'une critique de portée essentiellement anticapitaliste et non anti-allemande. Point n'est besoin de rappeler qu'il est totalement rédhibitoire de tordre les textes pour les mettre au service de son propre raisonnement, et que le dossier ne doit pas non plus servir de « carrière » propre à extraire des pierres susceptibles d'étayer l'édifice argumentatif bâti par le candidat, parfois au mépris de celui de l'auteur tant les citations sont isolées de leur contexte – ce qui a souvent été le cas du texte de Heine, transformé du coup en héraut du pangermanisme ou en inspirateur de Bismarck. On pouvait bien sûr passer du texte de Heine aux tendances hégémoniques encore prêtées à l'Allemagne moderne, mais l'erreur fatale était de prêter ces tendances à Heine lui-même, alors qu'il rêvait d'une tout autre forme d'exemplarité allemande. C'est du reste souvent la bonne compréhension du texte de Heine et du « modèle allemand » humaniste qu'il évoque qui a permis aux meilleurs candidats de faire la différence et de présenter aux correcteurs des copies aussi argumentées que nuancées – même si la hausse notable de la moyenne générale montre que l'épreuve a été en général mieux maîtrisée cette année, ce qui constitue déjà en soi un grand motif de satisfaction.